

BUREAUX: RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing:
Trois mois... 12 f.
Six mois... 23
Un an... 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT: J. REBOUX

Le Nord de la France:
Trois mois... 12 f.
Six mois... 23
Un an... 44

ANNONCES: 15 centimes la ligne
RECLAMES: 25 centimes
On traite à forfait.

On s'abonne et on reçoit les annonces: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée. A PARIS, chez MM. Havas, Lafitte-Ballier et Cie, place de la Bourse, 8; A TOURNAI, au bureau du journal l'Economie; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 22 JUILLET 1870

Nous avons reçu ce matin la dépêche suivante:

Paris, vendredi, 8 h. 10 m.

Le Journal officiel, qui a paru tard, publie: 1° un décret fixant les élections municipales aux 6 et 7 août; 2° une dépêche de M. de Gramont, en date du 21, exposant les manœuvres de la Prusse, et démontrant que toute la responsabilité de la guerre doit retomber sur elle.

Le discours nuageux, évasif et surtout philanthropique du roi de Prusse devant avoir son post scriptum. C'est le Reichstag de la Confédération du Nord qui s'est chargé de l'écrire. Voici en effet que cette assemblée, répondant au roi Guillaume, a libellé l'adresse la plus injurieuse et la plus violente contre le souverain de la France et le peuple français.

Comme au temps des guerres d'indépendance, dit cette Adresse, un Napoléon nous contrainait à la sainte lutte; comme autrefois, les calculs basés sur la méchanceté et la déloyauté viendront échouer contre la force et le droit du peuple allemand.

Le peuple français, égaré par la vanité reconnaîtra trop tard le caractère funeste de la sèquence qu'il a jetée en terre.

La partie sage du peuple français n'a pas réussi à éviter un crime. Une lutte ardue et grandiose est imminente.

Nous avons confiance dans la vaillance de nos frères armés, qui ne souffriront pas qu'un conquérant étranger courbe l'Allemagne sous le joug.

Nous avons confiance en notre roi héroïque et vénérable auquel la Providence a réservé de mener à bonne fin, sur le soir de sa vie, les grandes luttes que, jeunes, il a soutenues.

Nous avons confiance dans le Dieu qui châtie les attentats sanglants. Le peuple s'est levé unanimement, l'opinion publique du monde civilisé reconnaît la justice de notre cause. Déjà les nations amies voient dans notre victoire l'affranchissement qui les vengera des injustices commises aussi contre elles mêmes par l'ambition bonapartiste.

Cette adresse, ou plutôt cette espèce de litanie prussienne épuisant la nomenclature des injures tudesques a été, nous dit une dépêche, adoptée à l'unanimité, la Chambre et le public des tribunes se tenant debout, comme si un pareil document méritait autre chose que le dégoût de tout esprit impartial et le mépris du grand peuple qu'il outrage.

J. REBOUX.

Nous recevons de Belgique d'intéressantes informations:

Le gouvernement prussien espérait entraîner, dans une certaine mesure, le gouvernement belge, mais les tentatives qu'il a faites de ce côté ont échoué devant la sagesse du roi Léopold II qui sent parfaitement que toute attitude partielle contre nous aurait été funeste.

Le cabinet de Bruxelles ne cesse de donner au gouvernement français les assurances les plus positives et les plus formelles de sa stricte neutralité. Il nous revient au surplus que la très grande majorité du peuple et notamment de l'armée belge, ont

les souvenirs des gloires du premier empire sont toujours restés très vivaces, témoigne une vive sympathie pour la France. La communauté d'origine, de religion, de langage, fait de la Belgique et de la France deux nations sœurs; tandis que tout ce qui est prussien est profondément antipathique au caractère belge.

« Une victoire de la Prusse serait aussi fatale à l'avenir de la Belgique qu'à celui de la Hollande et le bon sens public, chez nos voisins comme chez nous, sait ce qu'il faut attendre de l'ambition prussienne. »

La Banque d'Angleterre a élevé son escompte à 3 1/2 %.

Les Allemands de Saint-Louis (Etats-Unis) ont souscrit un million de dollars pour les invalides et les veuves des victimes de la guerre.

On télégraphie de Washington que le président Grant voulait honorer la mémoire de M. Prévost-Paradol, a ordonné qu'une garde d'honneur fut placée à sa résidence.

Selon un télégramme publié par l'Indépendance belge, M. Paradol se serait suicidé. « On ignore, dit le correspondant du journal bruxellois, la cause de ce suicide; mais on suppose que M. Paradol a été frappé d'aliénation mentale. »

Le prédécesseur de M. Prévost-Paradol, M. Berthemy qui allait s'embarquer pour revenir en France, reste à Washington jusqu'à ce qu'un nouveau ministre soit nommé.

Le prince Napoléon est arrivé hier matin à Paris.

La Bavière a fait connaître à la Prusse qu'elle mettrait quatre conditions à son concours: 1° une modification du traité d'alliance; 2° une modification du traité douanier sans compensation réciproque; 3° une part pour la Bavière dans l'indemnité de guerre éventuelle; 4° la participation directe du cabinet de Munich, aux négociations pour la paix.

Le consul de France a été insulté à Lubbeck.

Plusieurs jeunes ingénieurs seraient, dit-on, appelés à diriger l'exploitation des mines de Sarrebrück dans le cas où les éventualités de la guerre les livreraient à notre pouvoir.

Par ordre du major-général et pour assurer le secret des opérations, aucun journaliste ne sera admis au quartier général de l'armée du Rhin, non plus qu'aux autres corps d'armée. — Un service officiel de publicité sera organisé dès le début de la campagne.

Un correspondant de Berlin rapporte ce mot très significatif échappé à un officier prussien.

Comme on demandait à cet officier quelle serait, dans le conflit franco-prussien, l'attitude probable des Etats du Sud:

« Je l'ignore, répondit-il, mais ce que je sais, c'est que nous mettrons au premier rang les contingents du Sud, et, s'ils ne font pas leur devoir... »

On comprend le reste. Cet aveu ne témoigne-t-il pas d'une défiance fondée?

Il est certain qu'en Bavière où la majorité appartient au parti patriote ou catholique, les dispositions des esprits sont peu favorables à la guerre.

Ne froissons pas les susceptibilités de

l'Allemagne du Sud, respectons l'indépendance des territoires du Sud, c'est pour tous une question d'un grand intérêt.

EDMOND DUVAL.

BULLETIN DE LA GUERRE

Nous l'avions bien dit: Il faut nous recueillir, c'est une grande guerre! La coalition de l'Allemagne est un fait accompli! Les dépêches de cette nuit même et de ce matin en font foi. Bavière, Wurtemberg, Bade, Hesse, tous les contingents marcheront contre la France.

« C'est la ligue sainte, s'écrient les journaux des deux côtés du Mein, « contre notre sanglante et ambitieuse « voisine! »

La Prusse va faire avancer les corps saxons sur Lubbeck, Shewering et Hambourg, les lancer vers les duchés, les éloigner des lignes autrichiennes et de nos propres frontières, parce que ces corps « ne sont pas sûrs. »

Les contingents de Stuttgart et de Carlsruhe vont se masser sur le Neckar.

Quant au premier corps d'observation bavarois, nous lui demandons s'il est prudent pour lui d'abandonner la Franconie, le Palatinat et les lignes du haut-Danube!

Voici, en effet, comment la question se pose, voici pourquoi nous parlons de grande guerre:

Les traités de Prague constituaient-ils le Sud de l'Allemagne à l'état de puissance fédérale distincte? — Oui.

Les conventions militaires « font-elles partie intégrante de l'instrument de Prague? » — Non.

Ces conventions ont-elles été reconvenues à part par les grandes puissances? — Non.

Donc, le Sud, en vertu des traités de Prague, est considéré « comme une puissance distincte du Nord. » Par conséquent, la Prusse était-elle-même le théâtre de la guerre, « en ayant recours à une alliance offensive et défensive... »

Il s'ensuit que les autres Etats ont immédiatement le droit de sortir de leur neutralité. Ce à quoi vont se préparer sans doute l'Autriche et l'Italie...

Le seul fait de l'intervention directe du Sud peut ainsi « rendre la guerre générale. » En ce cas, le Wurtemberg et la Bavière surtout sont singulièrement exposés.

La vallée de l'Inn ouvre le Woralberg; le Tyrol verse dans la Haute-Bavière. L'action de corps expéditionnaires italiens surtout autrichiens, peut dès lors être immédiate.

Or, il suffit de connaître les éléments de la topographie bavaroise pour savoir que Munich est une capitale ouverte à laquelle l'Inn ne prête aucune défense.

Aussi les journaux de Vienne se gardent-ils de se prononcer pour la neutralité. Le cabinet austro-hongrois « n'in- « terroge même pas les autres puissances sur ce chapitre. » Il se réserve sa liberté d'action, et paraissait aux dernières nouvelles, ne point croire que le casus fœderis du Sud et du Nord fût

accompli. Aujourd'hui le doute n'est plus possible... Les puissances amies de la France pourront se prononcer.

Nos ministres et chargés d'affaires ont quitté les villes du Sud. La célèbre confédération de Berlin du 29 juillet 1785 est refaite contre nous! Il ne reste plus au roi Guillaume, après la victoire, qu'à décider un nouvel électeur palatin à accepter les Pays-Bas, et à céder la Bavière en mémoire des conventions de Munich du 13 janvier de la même année!

Du reste, l'adresse du Reichstag en réponse au roi de Prusse est assez caractéristique: Les hautes du premier empire se réveillent; « le parti sage s'écrie-t-on, n'a pas pu éviter un crime. » Ce crime c'est nous qui l'avons commis. « Nous foulons le sol allemand, etc. Nous commettons des attentats sanglants. » La sinistre légende de Napoléon Ier en Allemagne est évoquée... Un conquérant étranger « ne courbera pas l'Allemagne. »

C'est bien fini, nous comptons là quarante-huit millions d'ennemis.

M. de Bismark lui-même prétend connaître de la France qu'un seul document: « sa déclaration de guerre. » M. de Bismark a refusé la médiation de l'Angleterre, et le roi déclare que la nation poursuivra sa tâche « avec une ardeur, une persévérance infatigables. »

Ah! nous sommes les envahisseurs! ah! c'est nous qui forçons la guerre! ah! c'est la France dont l'ambition est insatiable...! ah! vraiment, nous avons l'audace de vouloir nous couvrir du côté de l'Est, détruire les huit forteresses qui vous donnent entrée chez nous, arrêter le progrès de votre domination?...

Vraiment, nous avons l'imprudence de songer à nous protéger par la rive gauche du Rhin en prenant le Talweg pour frontière.

Calculons un peu, s'il vous plaît? Combien nous donnerait-elle d'habitants, cette ligne du Rhin si sacrée pour vous en 1870, et que vous nous offriez en 1866?

Elle nous donnerait sept à huit millions.

Combien de millions avez-vous pris en 1866?

Vous étiez une puissance de second ordre; vous avez pris dix-huit millions d'habitants; vous avez, par vos annexions militaires, formé un tout de 46 millions!

Et vous disputez à votre voisin le droit de se garder contre vos envahissements, alors qu'ils se sont étendus jusqu'à des alliances secrètes de famille, jusqu'à des trônes subrepticement enlevés au delà de nos Pyrénées...

Il ne faut pas intervertir les rôles. L'équilibre européen qui avait donné cinquante ans de confiance et de paix générale à l'Europe, c'est vous, Prusse, qui l'avez rompu!

Et maintenant, comment nos opérations se présentent-elles? M. Léon Cahun, notre correspondant en campagne, nous a mandé hier un télégramme que l'on a, sans doute, lu attentivement.

« Il y a une concentration sur Saint-Avoid. »

« Les troupes de Nancy descendent vers le midi sur le Haut-Rhin. » « Les réserves sont à Metz. »

Voilà les trois points importants de son télégramme. Saint-Avoid, route de Forbach et de Saarbrück...

Or, Forbach, les villages de Berring, de Werrerie et de Ocling sont les points les plus rapprochés des premières lignes prussiennes.

La ligne de fer franchit la Sarre à gauche de la route impériale, à un kilomètre et demi de distance.

Les deux voies de terre et de fer se côtoient pendant 4 à 5 kilomètres; elles passent ainsi entre deux bois de basses futaies et tombent perpendiculairement sur la rivière. La route de terre s'engage tout droit au milieu de la ville de Saarbrück, et c'est au cœur de cette place qu'elle franchit sur un pont la Sarre, qui traverse la ville en deux; tandis que le chemin de fer s'embranché à une certaine distance et vient présenter son embarcadère à l'Ouest.

Si une poussée à Saint-Avoid coïncide avec une marche en avant sur Wissembourg, c'est que nous passerons notre frontière sur deux points.

Auquel cas le corps de Wissembourg aurait pour objet, non pas d'attaquer et d'assiéger Landau, mais de tenir la place en respect et de l'isoler, pendant que les colonnes de Saint-Avoid s'engageraient par Saarbrück (la plus faible des quatre places), Hamburg, Kaiser-Lauren, Neustadt ou plutôt Durkeim, jusqu'à Mannheim... où nous passerions le Rhin.

Le Rhin passé à Mannheim, (appelée la plus sotte ville de l'Allemagne, ou ignore pourquoi), en 1794. La paix de Lunéville l'a donnée à Bade. Le pont est un pont de bois, mais c'est l'un des points où l'on peut le plus facilement traverser avec les moyens improvisés du génie militaire.

Il a été parlé dans quelques cercles militaires d'une pointe hardie sur Carlsruhe par Lautenbourg, Neubourg, et en cherchant à passer le Rhin près de Krielingen. Les localités rendent cette solution directe absolument impossible — Carlsruhe est couverte par le fleuve, par deux routes et ravitaillée directement par Rastadt.

En résumé, pour le nord, Saint-Avoid, Sarreguemines, Bitché et Wissembourg forment « notre base d'attaque. »

Saint-Avoid compte dix à douze mille hommes, et de l'artillerie. Le camp de Bitché réunit environ vingt-cinq mille hommes, commandés par le général de Failly. Là sont un régiment de chasseurs à pied et des batteries de mitrailleuses.

A Wissembourg on masse un camp d'infanterie et probablement de cavalerie dont le chiffre nous est inconnu.

Quant au quartier général de l'empereur, il sera, nous paraît-il, plus au sud avec cette masse que notre correspondant nous dit se diriger vers le Haut-Rhin.

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX.

DU 23 JUILLET 1870.

— 16 —

LA

BASTIDE ROUGE

PAR

ELIE BERTHET.

VIII

LA DOUBLE DÉCOUVERTE.

— Elle vous a pardonné, mon père, car son cœur était plein de bonté et de clémence... Nous parlerons d'elle bien souvent... Et vous, mon père, à force de soins et d'affection, je vous ferai oublier vos chagrins passés; nous ne nous quitterons plus.

— Moi te quitter, Maurice, mon enfant, serait-ce possible? Mais au milieu même de ma joie, continua-t-il d'un ton sombre, je porte encore la peine de mes fautes passées... Maurice, aux yeux de la loi, aux yeux du monde, tu ne peux être qu'un étranger pour moi. Cet homme brutal qui te frappait pendant ton enfance, qui t'a témoigné une haine si profonde et qui t'a abandonné pendant ta jeunesse, aura seul le droit d'exiger ton amitié, ton respect; et moi...

Il se couvrit le visage. — Qu'importent le monde et les conventions humaines? s'écria Maurice avec chaleur; mon affection sera pour vous seul!

Et il se jeta de nouveau dans les bras de Fleuriaux. Elisabeth s'approcha timidement.

— Et moi, Maurice! et moi, monsieur Fleuriaux! dit-elle en souriant les larmes aux yeux, n'aurai-je pas une petite part dans votre joie?

— Vous! la jolie tourterelle de mon tourteron! vous, la perle jumelle de mon écrivain! s'écria Fleuriaux transporté, vous partagerez notre bonheur en le complétant, vous serez ma fille comme il est mon fils. Je vous réunirai tous deux sous mon aile et je vous défendrai du bec et des ongles, comme la poule défend ses petits... Jésus mein Gott! triple tonnerre! ma tête se détraque... me voilà poule couveuse à présent! Je ris et je pleure à la fois... Elle est si belle, si douce et si gracieuse, ma fille!

Et puis, mon fils est si brave, si honnête, si dévoué! Vous vous aimez et vous m'aimez. Quand nous serons seuls, tout seuls, vous m'appellerez votre père, n'est-ce pas? Et plus tard vos enfants... Oh! mais que vais-je dire là, moi? Ne m'écoutez pas; tenez, ne m'écoutez pas. J'ai le délire, j'extravague, et vous ne voudriez pas pour père de ce fou ridicule qu'on surnommait autrefois Tête-à-l'Envers!

Il se jeta sur un siège; des larmes abondantes vinrent le soulager à propos, car il suffoquait. Les jeunes gens s'étaient approchés de lui; chacun d'eux s'était emparé d'une de ses mains et la pressait en silence. Ils laissèrent au pauvre Nabab le temps de se calmer.

— Mon père, reprit enfin Maurice avec tristesse, pourquoi ce bonheur dont vous parlez ne pourra-t-il jamais se réaliser?

— Qui dit cela? répliqua brusquement Fleuriaux en relevant la tête.

— Vous oubliez donc...

— Elisabeth sera ta femme, entends-tu? Oui, elle sera ta femme, dussé-je, moi-même, tordre le cou à ce vieux coquin de Linguard... Mais, tu ne sais donc pas, Maurice? cette précieuse contre-lettre dont ta malheureuse mère, par excès de délicatesse, n'avait pas voulu faire usage, nous la possédons enfin! Linguard va perdre son assurance.

Cette pièce, rédigée par un homme de loi habile, me donne des armes redoutables contre notre persécuteur. Je me défiais déjà de lui, en lui confiant ma for-

tune. Je lui imposai des conditions rigoureuses, et il fut obligé de les subir. Aujourd'hui je peux réclamer tous mes biens, capital et revenu, sans autre délai que le temps de faire reconnaître la signature... Oh! mes droits sont clairs et terribles! Linguard le savait bien quand il tremblait en ma présence; cette fois il aura raison de trembler, car je serai inexorable!

— Monsieur, répliqua Elisabeth avec embarras, les préjugés de ma mère contre Maurice...

— Votre mère? innocente enfant! Je ne voudrais altérer en rien votre indulgente tendresse pour elle; mais soyez-en sûre, ses préjugés ne tiendront pas quand elle verra Maurice immensément riche, et Linguard ruiné... Je me fais fort, moi, d'obtenir le consentement de madame Meursanges.

— Que Dieu vous entende, mon père! s'écria Maurice...

Elisabeth pâlit tout à coup.

— Eh bien! monsieur, dit-elle d'une voix étouffée en désignant la fenêtre qui donnait sur la grande route, si vous avez quelque influence sur M. Linguard et sur ma mère; hâtez-vous de l'exercer pour me protéger contre leur colère, car les voici.

En effet, Linguard et madame Meursanges, couverts de poussière et hors d'haleine, entraient en ce moment dans l'auberge, suivis de Christophe. Bientôt on entendit leurs voix retentir dans la salle basse, mêlées aux voix de Bécas-

son et de sa digne moitié. Elisabeth tremblait.

— Fuyez, Elisabeth, fuyez! murmura Maurice également effrayé; vous pourriez vous échapper par la porte du jardin, et...

— Restez, ma fille, dit Fleuriaux. L'escalier gémissait déjà sous des pas précipités. Maurice saisit un des pistolets de Fleuriaux.

— Je la défendrai jusqu'à la mort, s'écria-t-il en se plaçant devant la jeune fille, si cet indigne vieillard osait porter la main sur elle...

Fleuriaux lui arracha des mains l'arme meurtrière.

— Y songez-vous, Maurice? dit-il avec force, soyez calme et laissez-moi faire... seul désormais je veux être chargé de vos intérêts.

La porte s'ouvrit violemment, madame Meursanges et Linguard entrèrent dans la chambre. Leurs visages étaient enflammés de colère. Derrière eux, on apercevait Christophe et Bécasson, dont ils avaient cru devoir se faire accompagner par mesure de précaution.

(La suite au prochain numéro.)